

Décret n° 2017 - 151 du 10 mai 2017  
fixant les conditions d'accès, l'organisation et le fonctionnement  
des écoles nationales des eaux et forêts

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 modifiant la loi scolaire n° 008/90 du 6 septembre 1990 et portant réorganisation du système éducatif en République du Congo ;

Vu le décret n° 96-174 du 15 avril 1996 fixant les normes applicables à l'école ;

Vu le décret n° 2009-397 du 13 octobre 2009 relatif aux attributions du ministre de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2009-514 du 30 décembre 2009 portant organisation du ministère de l'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi ;

Vu le décret n° 2016-117 du 23 avril 2016 portant nomination du Premier ministre, Chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2016-168 du 30 avril 2016 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Article premier : Le présent décret fixe, en application de l'article 37 de la loi n° 25-95 du 17 novembre 1995 susvisée, les conditions d'accès, l'organisation et le fonctionnement des écoles nationales des eaux et forêts.

Article 2 : Les écoles nationales des eaux et forêts sont des établissements d'enseignement professionnel.

Article 3 : L'ouverture d'une école nationale des eaux et forêts fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé de l'enseignement technique et professionnel.

## CHAPITRE 2 : DES CONDITIONS D'ACCES

Article 4 : L'entrée dans les écoles nationales des eaux et forêts se fait par voie de concours.

Article 5 : Le concours d'entrée dans les écoles nationales des eaux et forêts revêt deux formes : le concours interne et le concours externe.

Article 6 : Le concours interne est réservé aux fonctionnaires en exercice qui désirent renforcer leurs compétences.

Article 7 : Le concours externe est ouvert à toute personne âgée de vingt-cinq ans (25) au plus, titulaire du BEPC, du BET et du bac ou d'un diplôme équivalent.

Article 8 : Le concours d'entrée dans les écoles nationales des eaux et forêts est organisé par la direction des examens et concours techniques et professionnels.

Article 9 : Toute inscription dans les écoles nationales des eaux et forêts réalisée dans les conditions autres que celles définies aux articles 4, 5, 6, 7 et 8 du présent décret est nulle et expose son auteur et ses complices aux sanctions disciplinaires prévues par les textes en vigueur.

## CHAPITRE 3 : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Article 10 : L'école nationale des eaux et forêts comprend les organes suivants :

- le conseil d'administration ;
- le comité de gestion ;
- le conseil pédagogique ;
- le conseil des classes ;
- le conseil de discipline.

Article 11 : Le conseil d'administration est l'organe d'orientation et de suivi de la vie de l'éducation nationale au sein de l'établissement. Il statue sur les questions relatives au fonctionnement de l'établissement, notamment le budget-programme, les activités pédagogiques, les œuvres scolaires et l'achat du matériel.

Le conseil d'administration se réunit deux fois en session ordinaire, au début et à la fin de l'année scolaire, et en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent.

Présidé par le préfet du département ou son représentant, le conseil d'administration comprend :

- le président du conseil départemental ou son représentant ;
- le directeur départemental de l'enseignement technique et professionnel ;
- l'inspecteur coordonnateur départemental de l'enseignement technique et professionnel ;
- le directeur de l'école ;

- le directeur des études ;
- le directeur des stages ;
- le surveillant général ;
- l'intendant ;
- le chef de service de la scolarité ;
- deux représentants des syndicats des enseignants ;
- deux représentants des syndicats d'élèves ;
- deux représentants de l'association des parents d'élèves.

Article 12 : Le comité de gestion est l'organe chargé d'exécuter les décisions du conseil d'administration.

Présidé par le directeur, il comprend :

- le directeur des études ;
- le directeur des stages ;
- le surveillant général ;
- l'intendant ;
- le chef de service de la scolarité.

Le comité de gestion se réunit une fois par mois. Il se réunit en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

Les règles d'organisation et de fonctionnement des comités de gestion sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement technique et professionnel.

Article 13 : Le conseil pédagogique est l'organe consultatif de l'établissement.

A ce titre, il est chargé d'émettre des avis sur toutes les questions pédagogiques.

Présidé par le directeur, il comprend :

- le directeur des études ;
- le directeur des stages ;
- tous les enseignants de l'établissement.

Le conseil pédagogique se réunit une fois par trimestre.

Article 14 : Le conseil des classes apprécie les résultats des évaluations et décide notamment du passage en classe supérieure, en application des textes en vigueur.

Présidé par le chef d'établissement, il comprend :

- le directeur des études ;
- le directeur des stages ;
- le surveillant général ;
- le chef du service de la scolarité ;

- tous les enseignants de l'établissement.

Le conseil des classes se réunit une fois par trimestre. Il se réunit en session extraordinaire chaque fois que les circonstances l'exigent.

**Article 15 :** Le conseil de discipline est chargé de statuer sur les cas d'indiscipline.

Présidé par le chef d'établissement, il comprend :

- le directeur des études ;
- le directeur des stages ;
- le surveillant général ;
- deux représentants des syndicats d'élèves ;
- deux représentants de l'association des parents d'élèves.

Le conseil de discipline se réunit sur convocation du chef d'établissement, en cas de faute commise par un ou plusieurs élèves.

Outre les personnalités citées à l'alinéa 2 du présent article, les parents des élèves incriminés et les chefs de classe des élèves concernés sont autorisés à participer à la session du conseil avec voix consultative.

**Article 16 :** Les filières des écoles nationales des eaux et forêts sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de l'enseignement technique et professionnel et du ministre chargé de l'économie forestière.

**Article 17 :** La durée des études dans les écoles nationales des eaux et forêts est de trois ans pour le cycle court et deux ans pour le cycle long. Le redoublement, une seule fois par niveau est toutefois autorisé.

**Article 18 :** Le baccalauréat professionnel sanctionne la fin des études du cycle court. Le brevet de technicien supérieur sanctionne la fin des études du cycle long.

Les diplômes des écoles nationales des eaux et forêts sont délivrés par la direction des examens et concours techniques et professionnels.

**Article 19 :** Les activités pédagogiques englobent les enseignements théoriques et les enseignements pratiques.

Les enseignements théoriques comprennent les matières d'enseignement général et les matières d'enseignement professionnel.

Les enseignements pratiques sont constitués par les travaux pratiques réalisés dans les ateliers et forêts pédagogiques de l'établissement ou au cours des stages en entreprises.

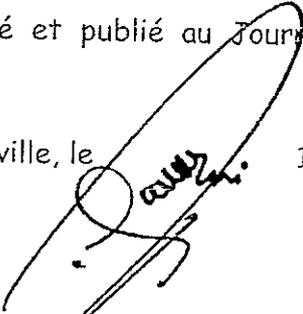
## CHAPITRE 4 : DES RESSOURCES

Article 20 : Les ressources financières des écoles nationales des eaux et forêts sont constituées par :

- les crédits alloués par l'état ;
- les dons et legs ;
- les recettes des activités productives.

## CHAPITRE 5 : DISPOSITION FINALE

Article 21 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo./-

2017 - 151      Fait à Brazzaville, le  10 mai 2017

Denis SASSOU-N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le Premier ministre, Chef  
du Gouvernement,



Clément MOUAMBA.-

Le ministre de l'enseignement technique  
et professionnel, de la formation qualifiante  
et de l'emploi,

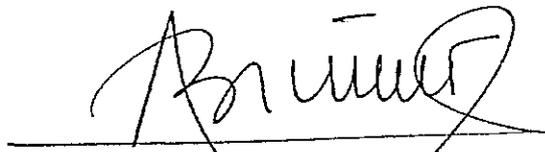


Antoine Thomas Nicéphore FYLLA SAINT-EUDES.-

Le ministre des finances, du budget et du portefeuille public,      Le ministre de la fonction publique et de la réforme  
de l'Etat,

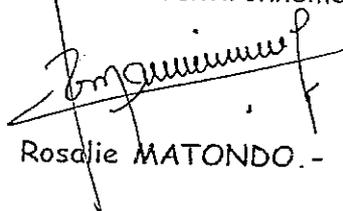


Calixte NGANONGO.-



Aimé Ange Wilfrid BININGA.-

La ministre de l'économie forestière, du développement  
durable et de l'environnement,



Rosalie MATONDO.-